



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Ressources - Attribution de fonds de concours métropolitains - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L. 5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales pour les communautés d'agglomération (et par extension pour les Métropoles), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les EPCI, a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités.

Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après **accords concordants** exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de **financer la réalisation d'un équipement**. Le montant total des fonds de concours **ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire** du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable.

La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante face à la crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir les projets suivants :

COMMUNES	PROJETS	FONDS DE CONCOURS RETENUS
RESTINCLIERES	Création de Halles en cœur de ville	180 000 €
MONTFERRIER SUR LEZ	Ecole de musique à portée intercommunale (extension Devezou)	150 000 €

Pour obtenir le versement du fonds de concours, la commune devra produire l'ensemble des documents suivants :

- Un courrier de demande de versement signé par le Maire indiquant le montant appelé ;
- Un état des mandatements certifié par le Trésorier Municipal et visé par le Maire accompagné des copies des factures correspondantes ;
- Une photo du panneau de chantier faisant figurer le logo et le montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Le plan de financement définitif (pour le versement du solde du fonds de concours).

Un acompte pourra être versé, à la demande de la commune, sur la base d'une situation intermédiaire des travaux HT payés. L'acompte sollicité sera calculé au prorata des travaux HT exécutés.

En contrepartie de la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes devront mentionner de façon explicite sa participation au financement du projet sur tous les supports papiers ou numériques que la commune met en œuvre, en apposant le logo de la Métropole et en l'associant lors de toute action de relations publiques visant à promouvoir l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus ;
- De dire que le versement de ces fonds de concours sus indiqués est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Communes membres de la Métropole concernées ;
- De dire que les crédits sont prévus au budget de l'exercice 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161999-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROJET CONVENTION FDC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.